

Derniers arbitrages sur le projet de l'UMP

LÉGISLATIVES

Une première mouture de la plate-forme pour 2007 sera adressée vers le 8 novembre aux membres du Conseil national qui se réunira le 16. Elle sera adoptée par les adhérents au plus tard le 3 décembre.

CONTRAINDRE un fonctionnaire à démissionner s'il est élu : c'est l'une des idées novatrices, qui pourrait figurer dans le projet de l'UMP pour les législatives de 2007. François Fillon et Emmanuelle Mignon, chargés de coordonner sa rédaction, ont réuni hier matin la commission que préside l'ancien ministre de l'Emploi pour clore la première étape de leur travail : la collecte et le tri des quelque cinquante propositions issues des dix-huit conventions thématiques de l'UMP, des soixante mille réponses aux questionnaires envoyés par le parti à ses militants, des contributions des divers mouvements internes et partis associés à l'UMP, et des cogitations de ses responsables.

À commencer par le premier d'entre eux. La patte de Nicolas Sarkozy est visible dans la liste des priorités établies par l'UMP, même si François Fillon a pris soin d'établir la distinction entre la plateforme législative et le projet du futur

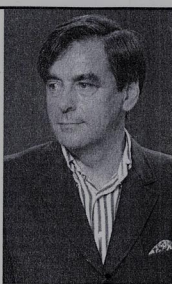
candidat, lors de chacune des innombrables réunions qu'il a animées. Le président du parti n'est d'ailleurs pas censé intervenir directement dans la seconde phase de l'élaboration des propositions de l'UMP : leur rédaction proprement dite.

Cette étape s'ouvre la semaine prochaine. L'objectif de la commission Fillon est d'envoyer le 8 ou le 9 novembre au plus tard aux membres du conseil national un texte de vingt ou trente pages, qui débiterait sur une liste d'une trentaine de propositions précises « susceptibles d'améliorer la vie quotidienne des Français ou de moderniser le fonctionnement des institutions », selon l'un de ses rédacteurs. Lors de sa réunion, le 16 novembre, les 2 500 membres du conseil national pourront ainsi préparer des amendements, qui seront discutés avant d'être éventuellement retenus et soumis au vote de l'ensemble des militants de l'UMP, prévu pour s'achever le 3 décembre.

La proportionnelle en débat

Au sein de la commission, élargie ou non à des ministres, comme lors des trois sessions programmatiques organisées pour les parlementaires, la discussion a déjà été vive.

Dans le domaine institutionnel, par exemple, si les élus ont bien ac-



François Fillon a pris soin d'établir la distinction entre la plate-forme législative et le projet du futur candidat. F. Bouchon/Le Figaro.

cueilli l'obligation de choisir entre la politique et la fonction publique, ils sont beaucoup plus partagés sur la suppression du 49.3 – l'adoption sans débat d'une loi, sauf si une motion de censure est votée – voulue par Nicolas Sarkozy. Le souhait du chef de l'UMP d'augmenter la dose de proportionnelle aux sénatoriales et de l'introduire aux législatives suscite également de fortes réticences. Dans le domaine économique et social, l'idée sarkozyste d'un contrat de travail unique se heurte elle aussi à un front hétéroclite de centristes et de libéraux, auquel s'est joint François Fillon. Voilà qui laisse présager des arbitrages délicats la semaine prochaine.

JUDITH WAINTRAUB

UMP : vers un duel Carignon-Cazenave en Isère

LÉGISLATIVES. Alain Carignon veut retrouver son siège à l'Assemblée nationale. Mais son ancien suppléant, Richard Cazenave, député sortant dans la première circonscription de l'Isère, ne veut pas laisser la place. Pour parvenir à ses fins, le sarkozyste Alain Carignon a procédé en plusieurs étapes : il s'est d'abord fait élire président de la fédération UMP de l'Isère. Il a ensuite obtenu de la commission nationale d'investiture du parti une décision toute en souplesse. La commission que préside Jean-Claude Gaudin a

« proposé » Richard Cazenave pour l'investiture UMP dans cette circonscription, mais a « pris acte » qu'il y aurait un vote des adhérents pour départager les deux hommes. Nouveau pas vers la victoire pour Alain Carignon : 81 % des 350 membres du comité départemental de l'UMP viennent de se prononcer en faveur d'un vote, qui aura lieu le 7 novembre auprès des 1 800 adhérents UMP de l'Isère. Richard Cazenave n'est pas venu à la réunion du comité départemental. En revanche, trois autres députés UMP isérois, Jac-

ques Remiller, Alain Moyné-Bresand et Georges Colombier, ont assisté à cette réunion, qui a tourné à l'avantage de l'ancien ministre de l'Environnement. « J'espère que l'avis des adhérents sera entendu », déclare Alain Carignon, qui a toujours la passion de la politique. Ses ennuis judiciaires passés, l'ancien maire de Grenoble est dans une stratégie de reconquête du pouvoir, y compris à la tête de la capitale de l'Isère, où ses réseaux ont toujours été actifs, même en son absence.

SOPHIE HUET

EN BREF

Seize députés critiquent le rapport Machelon

LAÏCITÉ. Seize députés de tous bords ont publié hier une lettre ouverte contre le rapport Machelon sur la laïcité, remis à Nicolas Sarkozy le 21 septembre, et qui met en doute la constitutionnalité de l'article 2 de la loi de 1905 : « La République ne reconnaît, ne salarie et ne subventionne aucun culte. » Les signataires – tels Jean-Pierre Brard (PCF), Michel Charzat (PS), Nicolas Perruchot (UDF), Nicolas Dupont-Aignan (UMP) – estiment que la loi de 1905 « est un des fondements de notre pacte républicain » et que la réviser serait « pure folie ».

Villepin interpellé sur l'interview de sa fille

MÉDIAS. Le premier ministre a été interrogé hier par la presse à propos d'une interview de sa fille aînée, Marie, publiée par *Paris-Match* où celle-ci, mannequin à New York, raconte son enfance et sa vie avec ses parents. Dominique de Villepin a indiqué que « sa fille a décidé de partir aux États-Unis travailler sous un autre nom que le sien ». Le chef du gouvernement a ajouté que « ce n'est pas facile, dans une démocratie comme la nôtre, de grandir avec le poids des images, des rumeurs, des critiques ».

UDF. François Bayrou a estimé que Ségolène Royal et Dominique de Villepin « ont perdu la boussole (...) ». Hier, Ségolène Royal voulait mettre en place des jurys tirés au sort, a ironisé le président du parti centriste. Aujourd'hui, le premier ministre rejoint Ségolène Royal dans l'idée qu'il faudrait retransmettre à la télévision les conseils des ministres ! Il faut qu'on retrouve un peu de calme ».

PARI. Bertrand Delanoë s'est engagé hier à augmenter le nombre de taxis disponibles aux heures de pointe dans la capitale. La « pénurie de taxis » est souvent dénoncée par les élus UMP et UDF du Conseil de Paris.